

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 4 MARS 2014 CONTENANT L'ACCORD DE PAIX SOCIALE 2014

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection, y compris les ouvriers et ouvrières à domicile.

CHAPITRE II - DUREE

Article 2

La présente convention collective de travail est applicable du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014 inclus, excepté les articles 10 et 11 - qui s'appliquent jusqu'au 30 juin 2015 - et contient les nouveaux accords valables durant cette période.

CHAPITRE III - CONDITIONS DE TRAVAIL

Article 3

La convention collective de travail du 27 janvier 2010 fixant les conditions de travail (numéro d'enregistrement 99183/CO/109) est remplacée par une nouvelle convention collective de travail concernant les conditions de travail, en vue de la suppression des salaires pour les jeunes et de la coordination des règles relatives aux chèques-repas.

CHAPITRE IV – CHOMAGE AVEC COMPLEMENT D'ENTREPRISE

Article 4

Le régime de la prépension conventionnelle à temps plein à partir de 58 ans, instauré à l'époque par la convention collective de travail du 8 avril 1981, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 21 septembre 1981 et prolongée par la suite dernièrement par la convention collective de travail du 17 mai 2013, concernant le complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 58 ans (numéro d'enregistrement 115699/CO/109), est poursuivi durant la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014, conformément aux conditions fixées dans la convention collective de travail spécifique concernant le complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 58 ans pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014.

La convention collective de travail du 17 mai 2013 concernant le complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 60 ans (numéro d'enregistrement 115698/CO/109) est poursuivie durant la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014, conformément aux conditions fixées dans la convention collective de travail spécifique concernant le complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 60 ans pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014.

Article 5

Le régime de complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté, prévu par la convention collective de travail du 17 mai 2013, instaurant un régime de complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté (numéro d'enregistrement 115700/CO/109) est poursuivi durant la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014, conformément aux conditions fixées dans la convention collective de travail spécifique concernant le complément d'entreprise en cas de chômage à partir de 56 ans après 40 ans d'ancienneté pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014.

Article 6

Le régime de complément d'entreprise en cas de chômage en faveur de certains ouvriers et ouvrières âgé(e)s, avec prestations nocturnes en cas de licenciement, prévu dans la convention collective de travail du 17 mai 2013, instaurant un régime d'allocation complémentaire en faveur de certains ouvriers et ouvrières âgé(e)s, avec prestations nocturnes en cas de licenciement (numéro d'enregistrement 115701/CO/109), est poursuivi durant la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014, conformément aux conditions fixées dans la convention collective de travail spécifique, concernant un régime d'allocation complémentaire en faveur de certains ouvriers et ouvrières âgé(e)s avec prestations nocturnes en cas de licenciement pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014.

CHAPITRE V – FORMATION ET EMPLOI

Article 7

Les efforts visés dans la convention collective de travail du 19 septembre 2005 concernant la formation et l'emploi (numéro d'enregistrement 77657/CO/109) seront poursuivis jusqu'au 31 décembre 2014 et adaptés en permanence en vue de les mettre en concordance avec les objectifs, visés à l'article 30 de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, remplacés par l'article 24 de la loi du 17 mai 2007 contenant l'exécution de l'Accord Interprofessionnel pour la période 2007-2008.

Au sein de l'Institut pour la Recherche et l'Enseignement dans la Confection (IREC), les mesures nécessaires pour réaliser une augmentation annuelle du degré de participation à la formation d'au moins 5 points de pourcentage seront examinées.

A cet effet, les facilités offertes par l'IREC seront entre autres communiquées, gérées et élaborées. Ces facilités concernent entre autres la promotion et le soutien des plans de formation dans les entreprises, mieux connues sous la dénomination «portefeuille de l'entreprise» et la promotion et le soutien de la formation individuelle des travailleurs, connue sous la dénomination «Budget Formation Individuel».

CHAPITRE VI - FONDS SOCIAL DE GARANTIE

Article 8

L'article 3, 3°, 7°, 8° et 9° des statuts du Fonds Social de garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection, fixés par la convention collective de travail du 11 décembre 2012, conclue au sein de la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection, contenant les modifications et la coordination des statuts du «Fonds Social de garantie pour l'industrie de l'habillement et de la confection» (numéro d'enregistrement 112635/CO/109), modifiée pour la dernière fois par la convention collective de travail du 30 avril 2013 contenant la prolongation jusqu'au 31 décembre 2013 de l'accord de paix sociale 2011-2012 (numéro d'enregistrement 115281/CO/109), est remplacé par les dispositions suivantes :

- «3° d'assurer le paiement de l'indemnité complémentaire dans le cadre du régime de chômage avec complément d'entreprise prévue dans la convention collective de travail du 4 mars 2014 concernant le régime de chômage avec complément d'entreprise à partir de 58 ans, dans la convention collective de travail du 4 mars 2014 concernant un régime d'allocation complémentaire en faveur de certains ouvriers et ouvrières âgé(e)s avec prestations nocturnes en cas de licenciement, dans la convention collective de travail du 4 mars 2014 concernant un régime d'allocation complémentaire en faveur de certains ouvriers et ouvrières âgé(e)s à partir de 56 ans avec une ancienneté de 40 ans et dans la convention collective de travail du 4 mars 2014 concernant le régime de chômage avec complément d'entreprise à partir de 60 ans, ainsi que les cotisations patronales spéciales, définies à la section 2A du chapitre VI du Titre XI de la loi du 27 décembre 2006 contenant des dispositions diverses (1) toutefois sans préjudice des dispositions des conventions collectives de travail concernant la prépension précitées, conformément à l'arrêté-royal du 29 mars 2010.»;
- « 7° d'assurer le paiement de l'indemnité prévue par la convention collective de travail du 12 février 2002 concernant l'indemnité complémentaire de sécurité d'existence, modifiée par les conventions collectives de travail des 2 juillet 2003, 26 mai 2005 (article 17), 7 avril 2011 (article 18) et prolongée jusqu'au 30 juin 2011 par la convention collective de travail du 19 mai 2011 contenant l'accord de paix sociale 2011-2012 (article 19), jusqu'au 30 juin 2013 par la convention collective de travail du 30 avril 2013 contenant la prolongation jusqu'au 31 décembre 2013 de l'accord de paix sociale 2011-2012 et jusqu'au 31 décembre 2014 par la convention collective de travail du 4 mars 2014 contenant l'accord de paix sociale 2014 ;»
- « 8° d'assurer le paiement de l'indemnité prévue à l'article 6 de la convention collective de travail du 4 mars 2014 concernant la formation et l'emploi ; »
- « 9° d'assurer le paiement de la cotisation payée conformément à l'article 14, § 3, des présents statuts, en vue du financement de l'Institut pour le Recherche et l'Enseignement dans la Confection et en exécution de la convention collective de travail du 4 mars 2014 concernant l'emploi et la formation ;»

Article 9

L'article 14 des statuts du Fonds Social de garantie, fixés par la convention collective de travail du 11 décembre 2012 contenant les modifications et la coordination des statuts du Fonds Social de Garantie pour l'industrie de l'habillement et de la confection (numéro d'enregistrement 112635/CO/109) est modifié comme suit :

- § 1. Le Fonds dispose des cotisations dues par les employeurs visées à l'article 15 des présents statuts.
- § 2. En exécution de l'article 3, 6° des présents statuts, le Fonds verse au Fonds de Sécurité d'Existence de l'industrie de l'habillement et de la confection immédiatement après la réception des cotisations visées au § 1er du présent article un montant fixé comme suit :
- du 1er janvier 2002 au 30 juin 2015 :
0,29% des cotisations visées au § 1 du présent article.
- § 3. En exécution de l'article 3, 9° des statuts précités, le Fonds verse à l'Institut pour la Recherche et l'Enseignement dans la Confection (IREC), immédiatement après la perception des cotisations un montant fixé comme suit :
- du 1er janvier 2002 au 30 juin 2015 :
8,82% des cotisations visées au § 1 du présent article.

Article 10

L'article 15 des statuts du Fonds Social de Garantie, fixés par convention collective de travail du 11 décembre 2012 contenant les modifications et la coordination des statuts du Fonds Social de Garantie pour l'industrie de l'habillement et de la confection (numéro d'enregistrement 112635/CO/109) est modifié comme suit :

«Du 1^{er} janvier 2002 au 30 juin 2015, les cotisations patronales seront fixées à 3,4% des salaires bruts des ouvriers et ouvrières.»

Article 11

L'allocation sociale complémentaire, visée à l'article 2 de la convention collective de travail du 22 juin 2001 qui est octroyée conformément à l'article 7 des statuts du Fonds Social de garantie pour l'industrie de l'habillement et de la confection, est fixée pour l'année 2011, 2012, 2013 et 2014 à :

- 37,18 € pour les ayants droit, mentionnés à l'article 6.6 et 6.7 desdits statuts;
- 135 € pour les autres ayants droit.

CHAPITRE VII – CONGE D'ANCIENNETE

Article 12

Chaque année, un jour de congé d'ancienneté payé sera octroyé aux ouvriers et ouvrières qui ont une ancienneté de 20 ans ou plus dans l'entreprise. On sous-entend par ancienneté : service ininterrompu auprès du même employeur. L'ancienneté éventuellement acquise par l'ouvrier/l'ouvrière dans une entreprise appartenant au même groupe d'entreprises est totalement prise en considération.

CHAPITRE VIII – REPRESENTATION SYNDICALE

Article 13

L'article 7 de la convention collective de travail du 7 mai 1976 concernant le statut de la délégation syndicale, modifié par les conventions collectives de travail des 1^{er} octobre 1979, 22 février 1989 et 19 avril 1991, reste maintenu comme complété par l'article 20 de la convention collective de travail du 26 mai 2003 contenant l'accord de paix sociale 2003/2004.

CHAPITRE IX – CREDIT-TEMPS

Article 14

La convention collective de travail du 27 octobre 2010 concernant le crédit-temps (numéro d'enregistrement 99176/CO/109) est remplacée par une nouvelle convention collective de travail qui réfère à la convention collective de travail n° 103 du Conseil National du Travail et où les modalités sectorielles suivantes sont insérées :

- 1) A condition que l'employeur marque son accord, les travailleurs visés à l'article 1 de la présente Convention Collective de Travail peuvent bénéficier du droit complémentaire au crédit-temps à temps plein ou à la diminution de carrière à mi-temps ou d'1/5 avec motif visé à l'article 4, §1. 1° de la Convention Collective de Travail n° 103 jusqu'à 36 mois au maximum.
- 2) A condition que l'employeur marque son accord, l'âge de 55 ans, visé à l'article 8 de la Convention Collective de Travail n° 103 précitée, peut être abaissé à 50 ans, conformément aux règles prévues à l'article 8, § 3 et 4 de la même Convention Collective de Travail n° 103.

CHAPITRE X – CLASSIFICATION DE FONCTIONS

Article 15

En vue d'une nouvelle classification sectorielle en remplacement de la convention collective de travail du 31 mai 1991 concernant la classification de fonctions (numéro d'enregistrement 28486/CO/109), il existe un accord sur de nouvelles descriptions de fonctions et un classement en groupes. Une convention collective de travail distincte fixera et instaurera les modalités d'instauration concrètes ainsi que les modalités transitoires dans le courant de l'année 2014.

CHAPITRE XI – STATUT UNIQUE

Article 16

Les partenaires sociaux évalueront l'effet de l'instauration du statut unique sur le secteur dans le courant de l'année 2014 et conviendront des mesures nécessaires qui s'imposent.

CHAPITRE XII – PROLONGATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Article 17

Suite au présent accord, les conventions collectives de travail suivantes sont prolongées jusqu'au 31 décembre 2014 :

- La convention collective de travail du 29 juin 2011 fixant le montant de l'allocation sociale complémentaire (n° d'enregistrement 104946/CO/109).
- La convention collective de travail du 12 février 2002 concernant l'allocation complémentaire de sécurité d'existence, modifiée par les conventions collectives de travail des 2 juillet 2003, 26 mai 2005 (article 17), 27 janvier 2010 (article 17 – numéro d'enregistrement 99186/CO/109, du 19 mai 2011 (article 19 – numéro d'enregistrement 104444/CO/109) et du 30 avril 2013 (article 18 – numéro d'enregistrement 115218/CO/109, y compris l'adaptation, visée à l'article 18 de la convention collective de travail du 7 avril 2011 contenant la deuxième prolongation de l'accord de paix sociale 2010 (article 18 – numéro d'enregistrement 104108/CO/109) ;

CHAPITRE XIII – PAIX SOCIALE

Article 18

Pendant la durée de la présente convention collective de travail, les parties signataires garantissent le respect de la paix sociale, ce qui implique que :

- 1) toutes les dispositions relatives aux salaires et aux conditions de travail seront rigoureusement observées et ne pourront être contestées par les organisations des travailleurs ou des employeurs, ni par les ouvriers et ouvrières ou par les employeurs ;
- 2) les organisations de travailleurs et les ouvriers et ouvrières s'engagent à ne pas déposer de revendications au niveau national ou régional, ni au niveau de l'entreprise, étant donné que toutes les dispositions normatives individuelles sont réglées par la présente convention collective de travail.

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 4 MAART 2014 HOUDENDE HET AKKOORD VAN SOCIALE VREDE 2014

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de arbeid(st)ers met inbegrip van de huisarbeid(st)ers van de ondernemingen welke onder het Paritair Comité voor het Kleding- en confectiebedrijf ressorteren.

HOOFDSTUK II - DUUR

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing vanaf 1 januari 2014 tot en met 31 december 2014, behalve artikelen 10 en 11 - die van toepassing zijn tot 30 juni 2015 - en bevat de afspraken geldend gedurende deze periode.

HOOFDSTUK III - ARBEIDSVOORWAARDEN

Artikel 3

De collectieve arbeidsovereenkomst van 27 januari 2010 tot vaststelling van de arbeidsvoorwaarden (registratienummer 99183/CO/109) wordt vervangen door een nieuwe collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de arbeidsvoorwaarden, met het oog op de afschaffing van de jongerenlonen en op de coördinatie van de regels met betrekking tot de maaltijdcheques.

HOOFDSTUK IV – WERKLOOSHEID MET BEDRIJFSTOESLAG

Artikel 4

Het stelsel van het voltijds conventioneel bruggpensioen vanaf 58 jaar, destijds ingevoerd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 8 april 1981, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 21 september 1981 en sedertdien verder gezet, laatst bij collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 2013 betreffende bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 58 jaar (registratienummer 115699/CO/109), wordt verder gezet gedurende de periode van 1 januari 2014 tot 31 december 2014 volgens de voorwaarden bepaald in de specifieke collectieve arbeidsovereenkomst betreffende bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 58 jaar voor de periode van 1 januari 2014 tot 31 december 2014.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 2013 betreffende bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 60 jaar (registratienummer 115698/CO/109), wordt verder gezet gedurende de periode van 1 januari 2014 tot 31 december 2014 volgens de voorwaarden bepaald in de specifieke collectieve arbeidsovereenkomst betreffende het bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 60 jaar voor de periode van 1 januari 2014 tot 31 december 2014.

Artikel 5

Het stelsel van bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden, voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 2013 tot invoering van een regeling van bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden (registratienummer 115700/CO/109), wordt verder gezet gedurende de periode van 1 januari 2014 tot 31 december 2014 volgens de voorwaarden bepaald in de specifieke collectieve arbeidsovereenkomst betreffende bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden voor de periode van 1 januari 2014 tot 31 december 2014.

Artikel 6

Het stelsel van bedrijfstoelage bij werkloosheid ten gunste van sommige bejaarde arbeid(st)ers met nachtprestaties indien zij worden ontslagen, voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 2013 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde arbeid(st)ers met nachtprestaties indien zij worden ontslagen (registratienummer 115701/CO/109), wordt verder gezet gedurende de periode van 1 januari 2014 tot 31 december 2014 volgens de voorwaarden bepaald in de specifieke collectieve arbeidsovereenkomst betreffende een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde arbeid(st)ers met nachtprestaties indien zij worden ontslagen voor de periode van 1 januari 2014 tot 31 december 2014.

HOOFDSTUK V – VORMING EN TEWERKSTELLING

Artikel 7

De inspanningen, bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 september 2005 betreffende vorming en tewerkstelling (registratienummer 77657/CO/109) worden voortgezet tot 31 december 2014 en voortdurend aangepast om deze in overeenstemming te brengen met de doelstellingen, bedoeld artikel 30 van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact, vervangen door artikel 24 van de wet van 17 mei 2007 houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord voor de periode 2007-2008.

In de schoot van het Instituut voor Vorming en Onderzoek in de Confectie (IVOC) zullen de maatregelen worden overlegd die nodig zijn om een jaarlijkse toename van de participatiegraad aan vorming en opleiding met minstens vijf procentpunten te realiseren.

Hiertoe zullen onder meer de IVOC faciliteiten verder worden bekend gemaakt, beheerd en uitgebouwd. Deze faciliteiten hebben onder meer betrekking op promotie en steun voor bedrijfsopleidingsplannen in de ondernemingen, gekend onder de benaming "ondernemingsportefeuille" en op promotie en steun van individuele vorming van de werknemers, gekend onder de benaming "leerrekening".

HOOFDSTUK VI - SOCIAAL WAARBORGFONDS

Artikel 8

Artikel 3, 3°, 7°, 8° en 9° van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de kleding- en confectienijverheid, vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2012, gesloten in het paritair comité van het kleding- en confectiebedrijf, houdende wijziging en coördinatie van de statuten van het "Sociaal Waarborgfonds voor de kleding- en confectienijverheid" (registratienummer 112635/CO/109), laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 30 april 2013 houdende de verlenging tot 31 december 2013 van het akkoord van sociale vrede 2011-2012 (registratienummer 115281/CO/109), worden respectievelijk vervangen door de volgende bepalingen:

- “3° het verrichten van de betaling van de aanvullende vergoeding in het kader van bedrijfstoelage bij werkloosheid voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 maart 2014 betreffende bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 58 jaar, in de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 maart 2014 betreffende een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde arbeid(st)ers met nachtprestaties indien zij worden ontslagen, in de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 maart 2014 betreffende een regeling van bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 56 jaar na 40 jaar beroepsverleden en in de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 maart 2014 betreffende bedrijfstoelage bij werkloosheid vanaf 60 jaar, evenals van de bijzondere werkgeversbijdragen, bedoeld in afdeling 2.A. van Hoofdstuk VI van Titel XI van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (1) evenwel onverminderd de bepalingen op dit stuk van de hier genoemde collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende brugpensioen, in overeenstemming met het Koninklijk Besluit van 29 maart 2010;”
- “7° het uitkeren van de vergoeding, voorzien bij collectieve arbeidsovereenkomst van 12 februari 2002 betreffende een bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten van 2 juli 2003, van 26 mei 2005 (artikel 17), van 7 april 2011 (artikel 18) en verlengd tot 30 juni 2011 bij de collectieve arbeidsovereenkomsten van 19 mei 2011 houdende akkoord van sociale vrede 2011 – 2012 (artikel 19), tot 30 juni 2013 door de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 april 2013 houdende de verlenging tot 31 december 2013 van het akkoord van sociale vrede 2011 – 2012 en tot 31 december 2014 door de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 maart 2014 houdende het akkoord van sociale vrede 2014;”
- “8° het uitkeren van de vergoeding, voorzien bij artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 maart 2014 betreffende vorming en tewerkstelling;”
- “9° de uitkering van de bijdrage betaald overeenkomstig artikel 14, §3 van deze statuten, ter financiering van het Instituut voor Vorming en Onderzoek in de Confectie en ter uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 maart 2014 betreffende vorming en tewerkstelling;”

Artikel 9

Artikel 14 van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds, bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2012 houdende wijziging en coördinatie van de statuten van het “sociaal waarborgfonds voor de kleding- en confectienijverheid” (registratienummer 112635/CO/109) wordt gewijzigd als volgt:

- “§ 1. Het Fonds beschikt over de door de werkgevers verschuldigde bijdragen, bedoeld in artikel 15 van deze statuten.
- § 2. Ter uitvoering van artikel 3, 6° van deze statuten maakt het Fonds, onmiddellijk na ontvangst van de in § 1 van dit artikel bedoelde bijdragen, aan het Fonds voor Bestaanszekerheid voor het kleding- en confectiebedrijf een als volgt vastgesteld bedrag over:
- van 1 januari 2002 tot 30 juni 2015:
0,29 % van de in § 1 van dit artikel bedoelde bijdragen.
- § 3 Ter uitvoering van artikel 3, 9° van deze statuten maakt het Fonds, onmiddellijk na ontvangst van de in § 1 van dit artikel bedoelde bijdragen, aan het Instituut voor Vorming en Onderzoek in de Confectie (IVOC) een als volgt vastgesteld bedrag over:
- van 1 januari 2002 tot 30 juni 2015:
8,82 % van de in § 1 van dit artikel bedoelde bijdragen.”

Artikel 10

Artikel 15 van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds, bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst van 11 december 2012 houdende wijziging en coördinatie van de statuten van het "sociaal waarborgfonds voor de kleding- en confectienijverheid" (registratienummer 112635/CO/109) wordt gewijzigd als volgt:

"Van 1 januari 2002 tot 30 juni 2015 worden de werkgeversbijdragen bepaald op 3,4 pct. van de brutolonen der arbeid(st)ers."

Artikel 11

De aanvullende sociale toelage, bedoeld in artikel 2 van de Collectieve arbeidsovereenkomst van 22 juni 2001 die overeenkomstig artikel 7 van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de kleding- en confectienijverheid wordt toegekend, wordt in de jaren 2011, 2012, 2013 en 2014 vastgesteld op:

- 37,18 euro voor de rechthebbenden, vermeld in artikel 6.6 en 6.7 van de genoemde statuten;
- 135,00 Euro voor de overige rechthebbenden.

HOOFDSTUK VII – ANCIËNNITEITSVERLOF

Artikel 12

Jaarlijks wordt aan de arbeid(st)ers met een anciënniteit van 20 jaar dienst of meer in de onderneming één dag betaald anciënniteitsverlof toegekend.

Onder anciënniteit wordt verstaan: ononderbroken dienst bij dezelfde werkgever.

Eventuele anciënniteit verworven in een onderneming behorende tot dezelfde groep van ondernemingen waarbij de arbeid(st)er is tewerk gesteld wordt volledig in rekening genomen.

HOOFDSTUK VIII - SYNDICALE VERTEGENWOORDIGING

Artikel 13

Artikel 7 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 7 mei 1976 betreffende het statuut van de syndicale afvaardiging, gewijzigd bij de collectieve arbeidsovereenkomsten van 1 oktober 1979, 22 februari 1989 en 19 april 1991, blijft behouden zoals aangevuld door artikel 20 van de de CAO van 26 mei 2003 houdende akkoord van sociale vrede 2003/2004.

HOOFDSTUK IX - TIJDSKREDIET

Artikel 14

De collectieve arbeidsovereenkomst van 27 oktober 2010 betreffende het tijdskrediet (registratienummer 99176/CO/109) wordt vervangen door een nieuwe collectieve arbeidsovereenkomst die verwijst naar de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 van de Nationale Arbeidsraad en waarbij de volgende sectorale modaliteiten worden ingevoegd :

- 1) Op voorwaarde dat de werkgever hiermee akkoord gaat kan het bijkomend recht op voltijds tijdskrediet, halftijdse of 1/5^{de} loopbaanvermindering met motief tot maximaal 36 maanden bedoeld in artikel 4, § 1. 1° van de voornoemde Collectieve Arbeidsovereenkomst nr.103 worden opgenomen door de werknemers bedoeld in artikel 1 van deze Collectieve Arbeidsovereenkomst.
- 2) Op voorwaarde dat de werkgever hiermee akkoord gaat wordt de leeftijd van 55 jaar, bedoeld in artikel 8 van de voornoemde Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 103, verlaagd tot 50 jaar , overeenkomstig de regels voorzien in artikel 8, § 3. en 4. van dezelfde Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 103.

HOOFDSTUK X - FUNCTIECLASSIFICATIE

Artikel 15

Met betrekking tot een nieuwe sectorale functieclassificatie ter vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 31 mei 1991 betreffende de functieclassificatie (registratienummer 28486/CO/109) is er een akkoord over nieuwe functiebeschrijvingen en de indeling in klassen. Een aparte collectieve arbeidsovereenkomst zal de concrete invoeringsmodaliteiten en overgangsmodaliteiten vastleggen en invoeren in de loop van het jaar 2014.

HOOFDSTUK XI - EENHEIDSSTATUUT

Artikel 16

De sociale partners zullen in de loop van het jaar 2014 het effect van de invoering van het eenheidsstatuut op de sector evalueren en waar nodig passende maatregelen afspreken.

HOOFDSTUK XII - VERLENGING VAN COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMSTEN

Artikel 17

Ingevolge het huidige akkoord worden de hierna volgende collectieve arbeidsovereenkomsten verlengd tot 31 december 2014 :

- de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 juni 2011 tot vaststelling van het bedrag van de aanvullende sociale toelage (registratienummer 104946/CO/109).
- de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 februari 2002 betreffende de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid, gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomsten van 2 juli 2003, 26 mei 2005 (artikel 17), 27 januari 2010 (artikel 17 – registratienummer 99186/CO/109), van 19 mei 2011 (artikel 19 – registratienummer 104444/CO/109) en van 30 april 2013 (artikel 18 – registratienummer 115218/CO/109), met inbegrip van de aanpassing, bedoeld in artikel 18 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 april 2011 houdende tweede verlenging van het akkoord van sociale vrede 2010 (artikel 18 – registratienummer 104108/CO/109);

HOOFDSTUK XIII - SOCIALE VREDE

Artikel 18

Tijdens de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst waarborgen de ondertekenende partijen de inachtneming van de sociale vrede, hetgeen het volgende inhoudt:

- 1) alle bepalingen betreffende de lonen en arbeidsvoorwaarden worden stipt nageleefd en kunnen niet in betwisting worden gebracht door de werknemers- of de werkgeversorganisaties, noch door de arbeid(st)ers of de werkgevers;
- 2) de werknemersorganisaties en de arbeid(st)ers verbinden er zich toe geen eisen te stellen op nationaal noch op gewestelijk vlak, noch op dat van de onderneming aangezien alle individuele normatieve bepalingen geregeld zijn door onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.